

Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je crois avoir répondu à une question similaire que m'ont posée le député et le député de Pembina il y a deux semaines ou à peu près. Ma réponse est la même qu'elle était à ce moment-là. Le colonel de Tracey a été nommé à Ottawa, nomination qui entre en vigueur à la fin de ce mois-ci, je crois. Il n'a pas été nommé à Kingston. Les deux autres rumeurs ayant trait à une juste occasion de se faire entendre et à un emploi de bureau permanent à Ottawa ne sont pas fondées. Si l'enquête n'est pas terminée, elle le sera très bientôt. Il y aura sans doute d'autres nominations dans la carrière du colonel de Tracey, tout comme dans celle de tout autre membre des Forces armées, homme ou femme.

* * *

L'ADMINISTRATION

LA NOMINATION DE M. BUD SHERMAN AU CRTC

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au leader du gouvernement à la Chambre et président du Conseil privé. Je veux revenir à la nomination de M. Sherman. Étant donné que le ministre a refusé vendredi dernier de permettre que l'on examine la nomination de M. Sherman au CRTC, le ministre et son gouvernement consentiront-ils au moins à faire la seule chose honorable, à savoir suspendre la nomination de M. Sherman jusqu'à ce que le comité de la réforme parlementaire présente les recommandations que nous attendons tous, puis entreprenne l'examen, comme l'ont promis les conservateurs au cours de la dernière campagne électorale?

Des voix: Bravo!

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, comme je l'ai fait savoir au député vendredi, le groupe de travail parlementaire sur la réforme de la Chambre des communes doit présenter son rapport définitif et complet sur la réforme de cet endroit d'ici à la fin de juin. Je puis assurer au député que nous ne tarderons pas à recevoir les recommandations concernant l'examen des nominations et les directives que nous adopterons en cette matière. Je ne puis rien dire de l'autre affaire, car la nomination a été faite. Cette question concerne le ministre compétent et le premier ministre.

[Français]

LA CONSULTATION DU MINISTRE AVANT LA NOMINATION DE M. SHERMAN

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre des Communications. Étant donné les commentaires de M. Sherman sur la question du bilinguisme institutionnel et canadien et étant donné la réponse du leader du gouvernement à la Chambre, est-ce que d'abord le ministre est d'accord sur l'adage qui veut que «Qui s'assemble se ressemble»? Et est-ce que M.

Sherman sera vraiment un commissaire à la hauteur des aspirations du ministre? A-t-il été consulté au sujet de la nomination de M. Sherman au CRTC?

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, tel que la Loi le prévoit, la recommandation a été faite par le ministre des Communications et entérinée par le gouvernement. Et je suis convaincu que le nouveau commissaire saura remplir son mandat selon les termes de la loi et avec bon jugement.

* * *

● (1440)

[Traduction]

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LA SOCIÉTÉ CHRYSLER—L'USINE DE MOTEURS DE WINDSOR

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Puisqu'il a déjà aidé la ville de Hamilton, je veux lui demander s'il va faire la même chose pour Windsor. La société Chrysler vient d'annoncer des projets d'investissement importants dans la production de pièces de rechange en Corée. Elle a également déclaré des bénéfiques records. Le ministre peut-il organiser une réunion avec le patron de Chrysler, étant donné la menace que présente pour le Canada ce transfert de la production des pièces de rechange en Corée, en vue de lui demander de rouvrir son usine de fabrication de moteurs de Windsor, en guise de remerciements, même minimes, pour les garanties de prêts de 200 millions de dollars que cette société a obtenues du gouvernement?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le député sait certainement que des entretiens sont en cours avec les divers fabricants d'automobiles, parfois en groupe et d'autres fois individuellement. Bien entendu, dans le cas de Chrysler, nous soulèverons la question pour savoir si cette initiative est injuste ou non pour le Canada. Je puis assurer au député que la plupart des fabricants investissent des sommes considérables dans notre pays et nous serons peut-être un jour en mesure d'obtenir des Japonais qu'ils suivent l'exemple des autres fabricants automobiles en matière d'investissements au Canada.

LA PRODUCTION DE PIÈCES DE RECHANGE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, les 200 millions de dollars que Chrysler a reçus du Canada lui étaient indispensables pour obtenir un milliard et demi de dollars du gouvernement américain. Selon le ministre, la société Chrysler devrait-elle remercier concrètement les Canadiens en produisant une partie de ses pièces de rechange au Canada, au lieu de tout transférer en Corée?